



N°18 - 30 avril 2015

La démarche de « 5 ans pour des idées »

Imaginée par une équipe de 6 jeunes engagés dans la sphère publique, « 5 ans pour des idées » est une démarche que nous voulons utile, intelligente et participative.

Avec les élus, locaux et nationaux, auprès de think tanks, de droite et du centre et avec ce qui veulent s'engager dans une démarche de long terme, « 5 ans pour des idées » doit permettre d'alimenter le débat et d'identifier les idées nouvelles et porteuses au sein de notre famille politique.

« 5 ans pour des idées » n'est pas un engagement militant mais le rassemblement de jeunes de centre et de droite, voulant être actif pour que 2017 laisse place à 5 ans pour des actes.

Paroles d'experts

« 5 ans pour des idées » et la Fondation CONCORDE ont lancé « Paroles d'experts » en 2012.

Chaque mois un expert de la société civile répondra à nos questions sur un sujet qui fait l'actualité.



Le Capital pour Tous

Questions à Eric PICTET Président du MIDEP et cadre dirigeant d'une société de gestion



Parlez-nous du mouvement que vous avez fondé, le MIDEP ? Qui regroupe-t-il et quel est son objectif ?

L'objectif du Midep est de promouvoir une idée qui semble nouvelle mais qui ne l'est pas tout à fait, celle de l'attribution d'un capital en avance sur héritage futur pour tous les jeunes adultes. C'est une idée moderne et même révolutionnaire car elle allie un aspect libéral, le capital, et social puisque tous les jeunes d'une même classe d'âge pourront en bénéficier. Redistribuer du capital en avance sur héritage futur, c'est prendre acte de l'agonie de l'État providence. Le Midep propose tout simplement de faire tourner le capital accumulé et d'en allouer un faible pourcentage chaque année (1.5% du PIB) à une nouvelle génération et ceci en avance sur héritage pour rendre la jeunesse plus libre de son destin et refonder un contrat intergénérationnel détruit.

Vous estimez que le modèle social-démocrate, tel qu'il a été inventé en Europe après-guerre, n'est plus pérenne compte-tenu de la globalisation de l'économie et de l'allongement de la durée de la vie. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Le modèle social démocrate imaginé par les suédois en 1932 a permis de sortir du gigantesque affrontement qui opposait alors marxistes et libéraux. Ce modèle consistait à s'accommoder du capitalisme et de l'économie de marché tout en réduisant les inégalités qui en

découlent par une audacieuse redistribution des revenus. Parce qu'il permettait de concilier la liberté, l'efficacité économique et le progrès social, mais aussi parce qu'il s'appuyait sur les idées de Keynes qui ont permis d'assurer la croissance, le plein emploi et la hausse des salaires pendant des décennies (les trente glorieuses), le modèle social démocrate a connu un succès immédiat et a été adopté par la plupart des pays occidentaux au lendemain de la guerre. On lui doit, ainsi qu'à Keynes, une élévation spectaculaire du niveau de vie, une démocratisation accélérée de la société capitaliste ainsi que le déclin du marxisme et l'effondrement du communisme.

La mondialisation de l'économie, qui a commencé avec le choc pétrolier de 1973 et s'est achevée avec la chute du mur de Berlin et le ralliement des pays communistes, dont la Chine, à l'économie de marché, a mis fin à cet état de grâce. Car pour le modèle social démocrate, c'était la fin des illusions. C'était d'abord la fin de l'illusion qui consistait à croire que les recettes keynésiennes pouvaient assurer de manière durable la croissance et le plein emploi. Dans cette économie mondialisée en effet, la croissance, l'emploi, le niveau des salaires, ne dépendent plus de l'État et de son habileté à gérer la demande intérieure mais de la conjoncture mondiale et de la compétitivité des entreprises nationales. C'était aussi la fin de l'illusion qui consistait à croire que la redistribution des revenus était capable de corriger les inégalités et d'instaurer la « justice sociale » chère aux socia-

listes. Certes, la redistribution des revenus a permis de maintenir le cap du progrès social dans un contexte dominé par le ralentissement de la

« Un smicard français reçoit-il beaucoup plus de l'Etat providence que ce qu'il lui verse en impôts, taxes et cotisations diverses ? On aimerait en être sûr. »

croissance, l'apparition du chômage de masse, la stagnation voire la baisse des salaires. Mais cette montée en puissance de l'Etat providence et des dépenses sociales a provoqué une autre envolée : celle des prélèvements fiscaux et sociaux nécessaires pour les financer. Or cette augmentation des prélèvements n'a pu se faire aux seuls dépens des gros revenus. Il a fallu aussi ponctionner ceux des salariés moyens... et bientôt ceux des plus modestes. Le modèle social démocrate entraîne la société vers une forme inédite de collectivisme, le collectivisme des revenus, marqué par un égalitarisme croissant des revenus du travail (après prélèvements), la paupérisation des classes moyennes et le blocage de l'ascenseur social. Et un collectivisme dont on n'est même pas sûr qu'il profite aux plus démunis. Un smicard français reçoit-il beaucoup plus de l'Etat providence que ce qu'il lui verse en impôts, taxes et cotisations diverses ? On aimerait en être sûr.

Conscients des dangers de cette évolution, notamment sur le plan économique (la distribution de revenus dope la consommation populaire mais, en prélevant une grande partie de l'épargne que les ménages aisés destinent à l'investissement, elle freine la croissance) les pouvoirs en place, de droite comme de gauche, ont commencé, au début des années 90, à recourir

« Le modèle social démocrate s'achemine donc vers un constat d'échec. Après avoir fait illusion pendant quelques décennies, grâce à Keynes et au plein emploi, il s'est révélé incapable de relever les défis de la mondialisation. »

à l'endettement, inaugurant une nouvelle forme de redistribution : la redistribution entre les générations ! Toujours au nom de la solidarité, les générations futures ont été appelées à financer les libéralités de l'Etat providence. Mais ce subterfuge a un coût : une dette publique dont les intérêts absorbent désormais l'intégralité de l'impôt sur le revenu, ce qui ne fait qu'aggraver la fiscalité qui pèse sur les salariés.

Or pendant ce temps, pour les détenteurs du capital, c'est l'âge d'or ! Les entreprises compétitives sur le marché mondial ont devant elles des décennies de croissance et de prospérité. Elles bénéficient d'une liberté sans précédent. Les cours de bourse, les dividendes, atteignent des niveaux record. La mondialisation creuse chaque jour davantage les inégalités de patrimoine et de revenus. C'est aussi ce

à quoi conduit l'allongement de la durée de la vie. Depuis 1945 l'espérance de vie d'un homme est passée de 60 à 80 ans, ce qui constitue un progrès fascinant. Mais ce progrès fait supporter aux jeunes générations, en termes de dépenses de santé et de retraites, la charge d'un nombre sans cesse croissant de personnes âgées alors que leurs salaires sont coiffés par la mondialisation et que leurs espoirs d'héritage ne cessent de s'éloigner. Là aussi les chiffres sont éloquentes : en 1945, on héritait entre 30 et 40 ans, à l'âge où le capital contribue au bien être de la famille et à l'éducation des enfants. On hérite aujourd'hui à l'âge de la retraite. Outre que l'héritage a perdu une grande partie de son utilité sociale, on assiste à une concentration sans précédent du capital et des revenus du capital entre les mains des personnes âgées.

Le modèle social démocrate s'achemine donc vers un constat d'échec. Après avoir fait illusion pendant quelques décennies, grâce à Keynes et au plein emploi, il s'est révélé incapable de relever les défis de la mondialisation. Tout en menant les États à la banqueroute, il n'a réussi à éviter ni le creusement des inégalités ni le retour de la pauvreté et de la précarité. Vous comprendrez que l'on puisse douter de sa pérennité.

La jeunesse est, pour le moment, la grande oubliée du quinquennat de François Hollande qui en avait fait pourtant une priorité lors de sa campagne de 2012. Quel est votre bilan des actions menées jusqu'ici par les gouvernements (actuel et précédents) et qu'attendez-vous des politiques pour le futur ?

Ce qui précède montre que les jeunes sont aujourd'hui les plus menacés par l'évolution des choses. La mondialisation du marché du travail pèse sur le niveau des salaires, l'absence de croissance, le système d'éducation et la rigidité du marché du travail freinent leur intégration dans la vie active. L'allongement de la durée de la vie menace leurs retraites et éloigne leurs héritages. C'est évidemment dans ces différentes directions que devront agir les politiques.

Pouvez-vous nous en dire plus sur votre proposition d'attribuer une « avance sur héritage » de 50 000 euros (100 000 euros pour un jeune ménage) à chaque jeune arrivant à l'âge de 28 ans ?

Tout le monde s'accorde aujourd'hui pour admettre que l'économie de marché est le meilleur moyen d'assurer la liberté et la prospérité mais que les inégalités qui en résultent sont excessives et doivent être corrigées. Et il n'y a que deux moyens pour y parvenir : redistribuer les revenus ou redistribuer le capital. La redistribution des revenus ayant échoué, il faudra bien se

pencher un jour sur l'autre solution : redistribuer le capital. Ce n'est pas une idée nouvelle. On en parle depuis la Révolution Française. Mais comme les marxistes et les libéraux y étaient farouchement hostiles, elle est restée dans les placards de l'histoire des idées.

Notre proposition d'attribuer une avance sur héritage, sans intérêt, de 50.000 euros (ou plus) à chaque jeune arrivant à l'âge de 28 ans nous semble être le meilleur moyen de redistribuer le capital sans prendre aux uns pour donner aux autres, ce qui est le talon d'Achille de la redistribution des revenus. Fondé sur un mécanisme de crédit (l'avance sur héritage serait remboursée lorsque le bénéficiaire hériterait) le système s'autofinancerait en effet progressivement. Simple et universelle, cette mesure serait facile à mettre en œuvre (rien à voir avec l'usine à gaz nécessaire pour redistribuer les revenus) et elle aurait le mérite de s'attaquer à la racine du problème social : l'inégalité excessive des patrimoines. Elle éradiquerait la catégorie des « déshérités » et comblerait une partie du fossé qui se creuse chaque jour davantage entre les générations. En opérant un transfert massif et récurrent de capital (et donc de revenus) en faveur des jeunes ménages, son impact économique serait bénéfique et immédiat.

En quoi cette mesure permettrait elle d'alléger le poids de la dette sociale sur les finances publiques ?

Il est évident que la mise en œuvre de l'avance sur héritage entraînerait une redéfinition du rôle social de l'État, redéfinition dont on peut imaginer les grandes lignes. Les systèmes d'assurances sociales (maladie, chômage, retraites) seraient évidemment maintenus tout comme les programmes d'aide à la famille (allocations familiales) et aux personnes en difficulté. Seraient par contre supprimées les allocations qui, faisant double emploi avec l'avance sur héritage, n'auraient plus de raison d'être. C'est le cas no-

tamment des aides au logement (15 milliards par an, alors que le coût de la mise en œuvre d'une avance sur héritage de 50.000 euros serait inférieur à 30 milliards la 1ère année et diminuerait ensuite chaque année au fur et à mesure de la montée en puissance des remboursements. La mise en place de l'avance sur héritage permettrait donc un rééquilibrage rapide des finances publiques.

De quelle manière comptez-vous faire émerger cette proposition dans le débat public, notamment dans la perspective des prochaines échéances électorales ?

Comment faire rentrer cette idée dans le débat public alors qu'elle se heurte à l'indifférence ou à l'hostilité des forces politiques, de droite comme de gauche ? L'argument le plus souvent avancé par la droite est d'ordre pratique : « ils » le gaspilleront. A gauche, en revanche, l'opposition est idéologique et elle vient de loin. Pour beaucoup de socialistes, formés à l'école du marxisme, l'idée d'un capital de départ pour les jeunes incarne tout ce que la gauche combat depuis plus de deux siècles : l'argent, la propriété, l'individualisme, le libéralisme. Son but n'est pas l'aménagement du capitalisme mais sa destruction. Cependant, le Midep a bonne espoir que si portée par quelques intellectuels et économistes iconoclastes, adoptée par un homme politique visionnaire, supportée par une jeunesse enthousiaste et diffusée par la force des nouveaux médias, cette idée s'imposera naturellement.

« Notre proposition d'attribuer une avance sur héritage, sans intérêt, de 50.000 euros (ou plus) à chaque jeune arrivant à l'âge de 28 ans nous semble être le meilleur moyen de redistribuer le capital sans prendre aux uns pour donner aux autres, ce qui est le talon d'Achille de la redistribution des revenus. »

Pour plus d'informations :

contact@5anspourdesidees.fr

www.5anspourdesidees.fr